

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2003 — 917

[2003/200251]

19 DÉCEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil, du 27 novembre 1992, établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2345/2001 du 30 novembre 2001;

Vu le règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999, établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 169/2002 du 30 janvier 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application pour les paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche pour la période transitoire débutant le 1^{er} janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine, le point 4 est remplacé par la disposition suivante :

« 4. L'Administration : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Dans une zone définie, pour les vaches laitières, le montant unitaire des paiements supplémentaires par litre de quantité de référence de lait est obtenu par le quotient entre le montant prévu à l'article 3, § 3, de l'arrêté royal pour cette zone, et la somme, dans cette zone, des quantités de référence individuelles de lait éligibles pour les paiements supplémentaires telle que prévues à l'article 1, point 2, du présent arrêté. »

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Dans une zone définie, pour les vaches allaitantes et les génisses, le montant unitaire des paiements supplémentaires par vache allaitante et par génisse est obtenu par le quotient entre le montant prévu à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal pour cette zone et la somme, dans cette zone, des nombres de vaches allaitantes et de génisses qui, pour l'année civile concernée, bénéficient de la prime à la vache allaitante. »

Art. 4. A l'article 4 du même arrêté, les mots « Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture » sont remplacés par les mots « de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ».

Art. 5. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. En cas de montant indûment versé suite à un non-respect des engagements et/ou à une fausse déclaration du producteur et devant être recouvré, ce montant indu est majoré d'un intérêt calculé au taux légal.

Quel que soit le régime d'aides géré par l'Administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'Administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au producteur. »

Art. 6. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Sous peine de forclusion, le recours contre les décisions prises en application de l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine et de ses modalités d'application doit être introduit par lettre recommandée, sous peine de nullité, auprès de l'Administration, dans le mois qui suit la communication de la décision. L'introduction du recours n'exclut pas une éventuelle demande de remboursement des montants indûment versés. »

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2002 à l'exception de l'article 1^{er} qui produit ses effets au 16 octobre 2002.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 917

[2003/200251]

19. DEZEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2345/2001 vom 30. November 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 der Kommission vom 28. Oktober 1999 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch hinsichtlich der Prämienregelung, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 169/2002 vom 30. Januar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Sonderprämie und die Extensivierungsprämie für die zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des am 18. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In Erwägung des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch wird Punkt 4 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«4. Die Verwaltung: Die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.»

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 2 - Für Milchkühe wird in einer definierten Zone der Einheitsbetrag der zusätzlichen Zahlungen pro gesamter Referenzmenge für Milch durch den Quotienten bestimmt, der sich aus der Teilung des in Artikel 3, § 3, des Königlichen Erlasses für diese Zone festgelegten Betrags durch die Summe der individuellen Referenzmengen in dieser Zone, die im Rahmen der in Artikel 1, Punkt, 2 des vorliegenden Erlasses angeführten zusätzlichen Zahlungen beihilfefähig sind, ergibt.»

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 3 - Für die Mutterkühe und die Färsen wird in einer definierten Zone der Einheitsbetrag der zusätzlichen Zahlungen pro Mutterkuh und pro Färse durch den Quotienten bestimmt, der sich aus der Teilung des in Artikel 3, § 2, des Königlichen Erlasses für diese Zone festgelegten Betrags durch die Anzahl der Mutterkühe und Färsen, für die für das betreffende Kalenderjahr eine Mutterkuhprämie gewährt wird, ergibt.»

Art. 4 - In Artikel 4 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Ministerium des Mittelstandes und der Landwirtschaft» durch den Wortlaut «der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region» ersetzt.

Art. 5 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 - Wird ein im Anschluss an die Missachtung der Verpflichtung und/oder eine falsche Angabe des Erzeugers ungeschuldet gezahlter Betrag wieder zurückgefordert, so wird dieser Betrag um den gesetzlichen Zinssatz erhöht.

Ungeachtet der von ihr angewandten Beihilferegelung kann die Verwaltung im Falle einer ungeschuldet geleisteten Zahlung oder einer zusätzlichen Erhebung einen Ausgleich mit jeglichem im vorliegenden Erlass angeführten und dem Erzeuger geschuldeten Betrag durchführen.»

Art. 6 - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 7 - Unter Gefahr der Ablehnung muss die Klage gegen in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der zusätzlichen Zahlungen für Rindfleisch und seiner Durchführungserlasse gefassten Beschlüsse unter Gefahr der Nichtigkeit durch einen Einschreibebrief an die Verwaltung innerhalb der Frist eines Monats nach der Mitteilung des Beschlusses eingereicht werden. Das Einreichen einer Klage hat keinerlei Einfluss auf die Aufhebung eines ggf. gestellten Antrags auf Rückerstattung der ungeschuldet gezahlten Beträge.»

Art. 7 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2002 wirksam, mit Ausnahme von Artikel 1, der am 16. Oktober 2002 wirksam wird.

Art. 8 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 917

[2003/200251]

19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 495/2001 van 13 maart 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2342/1999 van de Commissie van 28 oktober 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees met betrekking tot premiereregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 169/2002 van 30 januari 2002;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden inzake landbouwbeleid naar de Gewesten en, in het bijzonder, wat betreft de toepassingswijze voor de slachtpremie in de rundvleessector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 december 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen getroffen dienen te worden betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees om de toepassingswijze te volgen van de verordening (EEG) nr. 3508/92 en van de verordeningen (EG) nrs. 1254/1999 en 2342/1999 en van de nieuwe verordening (EG) nr. 2419/2001;

Overwegende dat de bevoegdheden op landbouwvlak vanaf 1 januari 2002 aan de Gewesten toegewezen zijn;

Gelet op het protocol-akkoord van 13 maart 2002 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Hoofdstedelijk Gewest Brussel betreffende de uitoefening van de bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld op het vlak van landbouw en visvangst voor de overgangperiode die op 1 januari 2002 ingaat en op 15 oktober 2002 beëindigd wordt;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de beslissingen betreffende de bevoegdheids-overheveling toe te passen;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare dienstverlening gewaarborgd moet worden, met naleving van de verplichtingen opgelegd door de Europese regelgeving op het vlak van landbouw;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de extra betalingen in de sector rundvlees wordt punt 4 vervangen door volgende bepaling :

« 4. Het Bestuur : de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 2. In een welbepaalde zone voor de melkkoeien wordt het eenheidsbedrag van de extra betalingen per liter referentiehoeveelheid melk verkregen door het quotiënt tussen het bedrag bepaald in artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit voor die zone en de som, in die zone, van de individuele referentiehoeveelheden melk die in aanmerking komen voor de extra betalingen zoals bepaald bij artikel 1, punt 2, van dit besluit. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 3. In een welbepaalde zone voor de zoogkoeien en de kalveren wordt het eenheidsbedrag van de extra heffingen per zoogkoe en per kalf verkregen door het quotiënt tussen het bedrag bepaald in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit voor die zone en de som, in die zone, van de aantallen zoogkoeien en kalveren die, voor het betrokken kalenderjaar, in aanmerking komen voor de zoogkoeienpremie. »

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « van het Ministerie van Middenstand en Landbouw » vervangen door de woorden « van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest ».

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 6. Bij een onverschuldigd gestort bedrag ingevolge van de verbintenissen en/of van een valse aangifte van de producent en dat geïnd moet worden, wordt dat onverschuldigd bedrag vermeerderd met een interest die berekend wordt tegen de wettelijke rentevoet.

Ongeacht de steunregeling die door het Bestuur wordt beheerd, kan het Bestuur indien er een onverschuldigd bedrag is gestort of indien er een bijkomende inhouding plaatsvindt, dat bedrag compenseren met elk in dit besluit bedoeld steunbedrag dat aan de producent verschuldigd is. »

Art. 6. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 7. Op straffe van uitsluiting moet het beroep tegen de beslissingen die in toepassing van het koninklijk besluit en diens toepassingswijze zijn getroffen, op straffe van nietigheid bij aangetekend schrijven bij het Bestuur worden ingediend binnen de maand volgend op de mededeling van de beslissing. Het indienen van een beroep is van generlei invloed op de opschorting van een eventueel verzoek om terugbetaling van de onverschuldigd betaalde bedragen. »

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002, met uitzondering van artikel 1, dat uitwerking heeft vanaf 16 oktober 2002.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 918

[2003/200252]

19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2345/2001 du 30 novembre 2001;

Vu le règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 169/2002 du 30 janvier 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2001 concernant la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application pour la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;